

DECLARATION DE L'INSTITUT GOREE SUR LA SITUATION POLITIQUE DU SENEGAL

Le Sénégal traverse une crise politico-judiciaire aiguë caractérisée par des affrontements d'une rare violence entre forces de sécurité et manifestants. Comme les émeutes de mars 2021, celles de 2023 sont d'une forte violence et liées à la procédure judiciaire opposant M. Ousmane SONKO à la dame Adjil SARR. Les affrontements constatés suite au verdict du jeudi 1er juin ont occasionné officiellement 16 décès, plusieurs blessés, 500 arrestations, des destructions massives de biens publics et privés, etc.

L'Institut Gorée déplore les pertes en vies humaines, s'incline devant la mémoire des disparus et invite l'Etat à ouvrir des informations judiciaires à cet effet. L'Institut Gorée regrette le saccage des biens publics et privés et les lourdes conséquences négatives de la crise sur l'économie sénégalaise dans un contexte de préparatifs de l'Eid El Kébir connu pour être une période de grande circulation de l'économie locale.

- Considérant la spirale et l'intensité des violences depuis mars 2021 ;
- Considérant une possible exclusion électorale de l'opposant Ousmane SONKO à la présidentielle de 2024 au regard des affaires judiciaires ;
- Considérant la position ni oui ni non du Président de la République sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2024 ;
- Considérant la forte opposition du F24 à la candidature du Président de la République sortant à l'élection présidentielle de 2024 ;
- Considérant la non-participation au dialogue national d'une partie importante des partis de l'opposition ;
- Considérant le début d'exploitation dans un futur proche des ressources pétrolières et gazières du Sénégal ;
- Considérant le contexte sécuritaire et d'instabilité politique et institutionnelle de la sous-région.

Pour la préservation et la consolidation de l'exception sénégalaise, l'Institut Gorée invite :

- Le Président de la République, fort de ses prérogatives constitutionnelles, à faire usage de tous les mécanismes politiques afin d'apporter une solution définitive à cette crise ;
- L'Etat à garantir l'expression pacifique des libertés individuelles et collectives, et à mettre un terme à la vague d'arrestations d'opposants et d'activistes ;
- La majorité présidentielle et l'opposition à privilégier les voies politiques de règlement de crise et à rester fidèles à la tradition sénégalaise du dialogue ;
- Les forces de défense et de sécurité à maintenir leur posture républicaine hautement appréciée par les Sénégalais-es et la communauté internationale ;
- Les médias à continuer à promouvoir la culture de la paix, la concorde nationale et à censurer tout propos haineux susceptible de contribuer à la rupture de la paix sociale ;
- Les populations sénégalaises à rester sereines et à éviter tout discours ou acte susceptible préjudiciable à la paix sociale.

L'Institut Gorée invite l'ensemble des organisations de la société civile à se regrouper autour d'une Synergie Citoyenne pour la Paix et la Stabilité au Sénégal.

Fait à Gorée, le 06 juin 2023